



**Une charte des droits des personnes âgées  
et des devoirs de la collectivité**

**A charter of the rights of the elderly  
and the duties of the community**

**Una carta dei diritti degli anziani e dei doveri della comunità**

## LE PRIX SAKHAROV 2022 A ÉTÉ DÉCERNÉ AU «BRAVE PEUPLE UKRAINIEN»

Le prix Sakharov 2022 a été décerné au «Brave peuple ukrainien» sur décision du Parlement européen.

Le prix Sakharov pour la liberté de pensée est un prix dédié au scientifique et dissident soviétique Andreï Dmitrievitch Sakharov, créé en 1988 par le Parlement européen pour récompenser des personnalités et des organisations qui ont consacré leur vie à la défense des droits de l'homme et des libertés individuelles.

Il s'agit de la plus haute distinction décernée par l'Union européenne aux actions de promotion et de défense des droits de l'homme.

Ce prix n'est pas seulement un geste d'une grande valeur symbolique mais c'est aussi et surtout une occasion de nommer publiquement et de blâmer les pays qui violent les droits de l'homme et les principes démocratiques.

L'attribution du prix Sakharov à l'Ukraine cette année est une expression claire du blâme pour la guerre d'agression injustifiée menée par la Russie contre le peuple ukrainien qui se bat pour défendre la liberté, la démocratie, l'État de droit et les valeurs européennes.

C'est la présidente du Parlement européen elle-même, Roberta Metsola, qui a annoncé le nom du lauréat de l'édition 2022 du Prix, lors de la réunion plénière à Strasbourg.

Ce prix représente une haute reconnaissance de l'engagement du président Zelensky et de toute la société civile ukrainienne engagée dans la défense de la liberté, de l'État de droit et de la démocratie.

La présidente Roberta Metsola a déclaré: «Ce prix est destiné aux Ukrainiens combattant sur le terrain. Pour ceux qui ont été contraints de fuir. Pour ceux qui ont perdu parents et amis. Pour tous ceux qui se lèvent et se battent pour ce en quoi ils croient».

Nous sommes profondément heureux de l'attribution de ce prix au peuple ukrainien pour sa détermination et son engagement dans la défense des droits de l'homme et de la dignité, de la démocratie et de l'État de droit. Ce peuple mérite pleinement soutien et admiration car il se bat pour les vraies et grandes valeurs sur lesquelles se fonde la construction européenne.



**Silvano Marseglia**  
*Président européen de l'AEDE*



## THE SAKHAROV PRIZE 2022 HAS BEEN AWARDED TO THE “BRAVE UKRAINIAN PEOPLE”

The Sakharov Prize 2022 was awarded to the “Courageous Ukrainian people” by decision of the European Parliament.

The Sakharov Prize for Freedom of Thought is an award dedicated to the Soviet scientist and dissident Andrei Dmitrievic Sakharov, established in 1988 by the European Parliament to reward personalities and organizations that have devoted their lives to the defense of human rights and individual freedoms. It is the highest honor conferred by the European Union for actions to promote and defend human rights.

This Award is not only a sign of great symbolic value but it is also, above all, an opportunity to publicly name and blame the countries that violate human rights and democratic principles.

The award of the Sakharov Prize to Ukraine this year is a clear expression of the blame for Russia’s war of unjustified aggression against the Ukrainian people, which has been fighting to defend freedom, democracy, the rule of law and European values.

It was the President of the European Parliament herself, Roberta Metsola, who announced the name of the winner of the 2022 edition of the Prize, during the plenary meeting in Strasbourg.

This award represents a high recognition of the commitment of President Zelensky and of all Ukrainian civil society, committed to the defense of Freedom, the Rule of Law and Democracy.

President Roberta Metsola said: “This award is for Ukrainians fighting on the ground. For those who have been forced to flee. For those who have lost relatives and friends. For all those who stand up and fight for what they believe in”.

We are deeply happy for the award of this prize to the Ukrainian people for their determination and commitment in defense of human rights and dignity, democracy and the rule of law. This people fully deserves support and admiration, because they fight for the true, great values on which the European construction is founded.

**Silvano Marseglia**  
*European President of AEDE*





## IL PREMIO SACHAROV 2022 È STATO ASSEGNATO AL “CORAGGIOSO POPOLO UCRAINO”

Il Premio Sacharov 2022 è stato assegnato al “Coraggioso popolo Ucraino” su decisione del Parlamento Europeo.

Il Premio Sacharov per la libertà di pensiero è un riconoscimento dedicato allo scienziato e dissidente sovietico Andrei Dmitrievic Sacharov, istituito nel 1988 dal Parlamento Europeo per premiare personalità ed organizzazioni che abbiano dedicato la loro vita alla difesa dei diritti umani e delle libertà individuali. È la più alta onorificenza conferita dall’Unione Europea per azioni di promozione e difesa dei diritti umani.

Questo Premio non è soltanto un gesto di grande valore simbolico ma è anche, soprattutto, l’occasione per nominare e biasimare pubblicamente i paesi che violano i diritti umani ed i principi democratici.

L’attribuzione del Premio Sacharov all’Ucraina, quest’anno, è la chiara espressione del biasimo nei confronti della guerra di aggressione ingiustificata della Russia contro il popolo Ucraino che sta combattendo per difendere la libertà, la democrazia, lo Stato di diritto ed i valori europei.

È stata la stessa Presidente del Parlamento Europeo, Roberta Metsola, ad annunciare il nome del Vincitore dell’edizione 2022 del Premio, nel corso della riunione plenaria a Strasburgo.

Questo premio rappresenta un alto riconoscimento dell’impegno del Presidente Zelensky e di tutta la società civile Ucraina impegnata per la difesa della libertà, dello Stato di Diritto e della Democrazia.

La Presidente Roberta Metsola ha dichiarato: “Questo premio è per gli Ucraini che combattono sul campo. Per quelli che sono stati costretti a fuggire. Per quelli che hanno perso parenti ed amici. Per tutti quelli che si alzano e combattono per ciò in cui credono”.

Noi siamo profondamente felici per l’attribuzione di questo premio al popolo Ucraino per la determinazione e l’impegno in difesa dei diritti e della dignità umana, della democrazia e dello stato di diritto. Questo popolo merita pienamente il sostegno e l’ammirazione perché lotta per i veri, grandi valori sui quali si fonda la costruzione europea.

**Silvano Marseglia**  
*Presidente Europeo dell’AEDE*





## POURQUOI UNE CHARTE DES DROITS DES PERSONNES ÂGÉES ET DES DEVOIRS DE LA COLLECTIVITÉ

### Le contexte

La Commission de réforme des soins aux personnes âgées, créée en septembre 2021 par le ministre Speranza, que j'ai l'honneur de présider, est née dans le contexte douloureux et dramatique de la pandémie de COVID 19, au cours de laquelle les personnes âgées ont payé le prix le plus amer avec des milliers de morts, une véritable tuerie. Ce n'est pas arrivé par hasard. Il y avait certainement des responsabilités spécifiques et elles doivent être poursuivies. En réalité, la pandémie faisait ressortir une contradiction profonde dans la société qui, d'une part, savait prolonger la vie des gens, d'autre part, remplissait ces longues années supplémentaires de solitude et d'abandon. Le Covid-19 a pu éliminer des milliers et des milliers de personnes âgées car la société les avait déjà abandonnées.

Nous devons ressentir avoir une dette très sérieuse envers les personnes âgées qui sont décédées à cette époque. Il était essentiel d'extirper les graves lacunes d'un système de protection sociale déséquilibré, injuste et onéreux qui avait fait tant de victimes. Un paradigme devait être renversé. Mais cela n'était possible que si nous avons une nouvelle vision de la vieillesse.

La révolution démographique qui s'est opérée à partir du milieu du siècle dernier avait mis au jour un «nouveau continent» de personnes, celui des personnes âgées. Non pas qu'il n'y en ait pas eu d'anciens avant. Pourtant, c'est la première fois dans l'histoire que la vieillesse de masse apparaît dans le monde, c'est-à-dire des millions et des millions de personnes âgées qui vivent beaucoup plus longtemps que par le passé. Et sur ce «nouveau continent» ou, si l'on veut, sur ce «nouveau peuple», il n'y a pas eu et il n'y a toujours pas de réflexion: nous n'avons pas de pensée politique, spirituelle, sociale. Nous avons devant nous une "terra incognita" - comme c'était écrit sur les anciennes cartes géographiques - habitée par des gens dont nous ne savons presque rien. Bref, on pourrait dire que la vieillesse d'aujourd'hui - vingt-trente ans de plus - est à inventer. Le bouleversement de toute la structure de la coexistence humaine est sous nos yeux: pour la première fois dans l'histoire, quatre générations coexistent ensemble. D'où l'urgence d'une nouvelle vision: la longévité n'est pas un simple ajout temporel, elle modifie en profondeur notre rapport à l'existence.



Face à ce nouveau scénario, la Commission a estimé qu'il était important de se consacrer également à l'élaboration d'une Charte qui exposerait quelques principes inspirants de la nouvelle perspective des soins aux personnes âgées. Un petit groupe de savants - et j'en ai profité pour remercier à la fois le président Alessandro Paino et le professeur Vincenzo Antonelli qui en ont été les principaux artisans - pour la rédaction de ce texte que nous avons remis au président Draghi le 1<sup>er</sup> septembre.

Il est vrai que la Constitution italienne ne prévoit pas de protection spécifique des droits des personnes âgées, étant donné que sa rédaction a eu lieu dans des années où les questions du Troisième Âge n'étaient pas présentes dans le débat public. Les mandants se sont limités à prévoir des mesures de prévoyance en cas de vieillesse. Aussi pour cette raison, ces dernières années et de diverses manières, il a été décidé de remédier à ce manque, par exemple en introduisant l'âge dans l'art.3, parmi les facteurs de non-discrimination. L'attitude des institutions de l'Union européenne était différente. Dans la Charte des droits fondamentaux, signée en 2000, il y a un article spécifique sur les droits des personnes âgées: «L'Union reconnaît et respecte le droit des personnes âgées à mener une vie digne et indépendante et à participer à la vie sociale et culturelle» (art. 25). Pourtant, il y a des principes dans notre Constitution sur lesquels fonder les droits des personnes âgées, à commencer par ceux de la solidarité et de l'égalité. S'il est vrai que la Constitution ne parle pas des personnes âgées, elle exige néanmoins qu'une promotion et une protection adéquates de leurs droits et l'accomplissement des devoirs à leur égard soient assurés.

Quelle peut donc être la valeur de la Charte? Il convient tout d'abord de noter une nouveauté dans sa rédaction. Nous ne parlons pas seulement des droits des personnes âgées, mais en même temps nous indiquons les devoirs de la société envers elles. De cette manière, la vie des personnes âgées est liée à celle de la société, montrant le lien inévitable entre tous, même entre différentes générations.

Certains pourraient dire que parler de droits est une illusion, la réalité est tout autre.

Les personnes âgées sont souvent considérées comme un problème pour le pays (il suffit de penser à la sécurité sociale, à l'hôpital, à la pharmacie et au-delà). Malheureusement, nous oublions que les personnes âgées, avec leur travail, ont non seulement plus que gagné la sécurité sociale et les aides sociales nécessaires, mais sont souvent les protagonistes de l'assistance, même aujourd'hui, par exemple envers les petits-enfants ou leurs pairs du même âge. Et n'oublions pas qu'ils représentent une part assez conséquente du marché, et du travail qui y est associé, estimé par certains à plus de 200 milliards par an.

La vision des personnes âgées proposée par la Charte les présente comme un moteur possible du développement inclusif et durable du pays. En bref, les personnes âgées, de problème, peuvent devenir une opportunité pour la croissance de notre modèle social et économique. Utilisant un terme et un concept chers à la tradition juive, l'intention profonde de l'article est de promouvoir un véritable processus *TiqqunOlam*: réparer le monde autour des plus fragiles. Non seulement pour réparer sa dignité et la protection des droits, mais pour retisser ce tissu social, humain, familial et amical inexorablement déchiré par les phénomènes d'individualisme, d'appauvrissement des familles, de déclin démographique et d'abandon des territoires qui ont marqué l'Italie des années 1900. Je reviendrai sur ces idées plus tard.





## Le droit à la protection de la dignité de la personne âgée

Le premier chapitre de la Charte est consacré à la protection de la dignité des personnes âgées.

Droits et devoirs se combinent ici pour travailler dans un contexte où la liberté de choix n'est pas un vain mot, juste sur le papier. Et en même temps, l'un des plus grands problèmes de la vie des personnes âgées est identifié: la privation de la possibilité de choisir.

Permettez-moi une remarque partant du débat sur le certificat vert, sur l'obligation de vaccination, qui anime les pages des journaux de cette époque, pour l'inquiétude sur les limites aux libertés individuelles. Il n'y a pas une ligne sur le beaucoup plus radical manque de liberté des personnes âgées, en particulier celles qui sont institutionnalisées. Une récente enquête du New York Times, datée du 11 septembre 2021, décrit l'usage d'antipsychotiques systématiquement administrés aux personnes âgées hébergées dans les maisons de repos et de soins, les mécanismes de contournement de la loi, les raisons et les effets. Il s'agit d'une utilisation tragique de la contention chimique qui s'est propagée à 21% des clients des maisons de retraite aux États-Unis. L'un des raccourcis utilisés, par exemple, est de diagnostiquer la schizophrénie, utilisée chez 1 personne âgée sur 9 dans ces établissements, alors qu'au niveau de la population générale le chiffre s'arrête à 1 sur 150, un écart énorme.

Plus de 200 000 personnes âgées dans des maisons de soins infirmiers aux États-Unis ont reçu des diagnostics et des "traitements". Le phénomène n'est pas nouveau si l'on songe qu'il a été enquêté par une commission sénatoriale datant de 1976 au titre éloquent: «Nursing Home Care in the United States: failure in Public Policy».

Ces considérations ont conduit la Commission à proposer une voie de réforme des RSA.

Trois évolutions sont prônées: la prescription absolue de l'ouverture de la structure sur l'extérieur comme critère d'agrément, le changement de fonction de l'hébergement dans le cadre d'un continuum en équilibre dynamique comme un moment transitoire et non comme une gare terminale, un contrôle strict et la transparence de la plante biologique, ainsi que sa mise en valeur appropriée.

Lutter contre les activités non autorisées, c'est aussi s'attendre à ce que toutes les structures soient ouvertes et totalement transparentes, accessibles et perméables, à l'entrée comme à la sortie. L'une des atteintes les plus importantes, au libre choix des personnes âgées, est l'impossibilité physique de rejoindre ou de quitter ces structures, dans le cadre d'un régime que l'on peut correctement qualifier de carcéral.

Je voudrais maintenant revenir, pour un deuxième exemple, aux articles 1 et 2 qui protègent la liberté de choix des personnes âgées: où vivre les années de sa vieillesse? C'est l'un des choix fondamentaux pour être protégé: celui de rester chez soi. Trop souvent, ce sont les proches qui décident, voire les administrateurs de l'accompagnement, qui assument parfois avec trop de facilité des compétences qui réduisent la personne âgée au rôle d'interdit implicite. Mais pire encore, trop souvent, le choix est dicté par l'absence totale de services de soins à domicile ou par l'incapacité économique d'y accéder. Si d'une part le choix de la majorité des personnes âgées est de rester à domicile, on constate que de nombreux obstacles se conjuguent pour le rendre difficile, voire difficile ou impossible en présence de maladies et affections invalidantes, ou des difficultés et volontés des parents et tuteurs. Que dit la Charte à ce sujet? L'article 1.9 énonce le principe selon lequel "La personne âgée a le droit de rester à son domicile le plus longtemps possible".

Il s'agit d'une profonde réforme qui ressort clairement du titre: «le domicile comme lieu de soins pour les personnes âgées». La raison est simple et je crois indiscutable: pour ceux qui sont avancés en âge, la maison est le lieu de leurs proches et de leur mémoire, de l'histoire et de l'expérience. La perdre, c'est perdre la mémoire, comme l'écrivait Camilleri, abandonner ses racines et, en fin de compte, soi-même.

Or, il arrive que les personnes âgées perdent souvent leur logement pour des raisons familiales, pour des raisons économiques, notamment par manque de services. La Commission, dans ses premiers mois de vie, a voulu approfondir, en collaboration avec l'ISTAT, la question des conditions des plus de 75 ans. Sans entrer dans les résultats de l'étude, j'observe juste que dans cette tranche d'âge il y a plus d'un million de personnes âgées ayant des difficultés motrices sévères et des activités physiques et in-



strumentales de la vie quotidienne, sans aide familiale, publique ou privée, vivant seules ou avec un conjoint âgé. Quelle liberté de choix ces personnes ont-elles si nous ne les protégeons pas avec un soutien social domestique adéquat? Pensez aux barrières architecturales, aux maisons sans ascenseur, aux centres montagneux escarpés, bref, aux difficultés de ceux qui vivent sans accompagnement. Pour ces raisons, la Commission recommande un renforcement sans précédent de ce qu'on appelle l'ADI, l'Assistance Domiciliaire Intégrée.



### Les droits à une prise en charge responsable

Le deuxième chapitre, dans ses deux premiers articles, énonce également les droits et les devoirs d'une prise en charge responsable, en précisant que «2.1 La personne âgée a le droit de contribuer à la définition des parcours de soins, des types de soins et de choisir les modalités de prise en charge des soins et la protection sociale. Les institutions et les agents sanitaires et sociaux de santé ont le devoir d'offrir à la personne âgée toutes les options disponibles pour la fourniture de soins de santé et sociaux de santé».

Il y a un droit à connaître les alternatives possibles, le pour et le contre de chacune, dans la complexité moderne des voies thérapeutiques. On pourrait dire que dans le domaine de l'assistance également, il est nécessaire de formuler un consentement éclairé, une garantie indispensable contre le risque d'informations incorrectes lorsqu'elles ne sont pas ouvertement contrefaites, ou simplement de leur absence. Les articles suivants visent à garantir aux personnes âgées des soins de la même qualité offerts aux plus jeunes; que les milieux de soins ne produisent pas paradoxalement de handicap ou de perte d'autonomie; que les thérapies et l'assistance ont toujours aussi des objectifs de récupération et de retour aux conditions de santé et de vie antérieures. Assurer le maintien à domicile est une garantie en soi: on sait bien combien l'institutionnalisation représente un facteur intrinsèque de handicap physique et mental: ce qu'on appelle l'enfermement, les états de confusion qui accompagnent inévitablement le détachement du domicile, l'immobilité à laquelle on est contraint, le changement de régime alimentaire, les différents rythmes de sommeil, la pauvreté des activités réalisables, l'isolement social objectif, pour ne citer que les variables les plus significatives.

Malheureusement, en Italie également, la tendance, répandue dans d'autres pays européens, à refuser des soins de qualité aux personnes âgées gagne du terrain. La pandémie a révélé des tendances inquiétantes en ce sens: du "contrat" que les médecins néerlandais proposent à leurs patients âgés - longue ventilation ou euthanasie en cas de COVID - aux limitations d'accès aux soins intensifs, qui ont été mises au noir sur blanc en Suisse et en Espagne pour les patients de plus de 75 ans. La lutte contre la douleur traverse les trois chapitres de notre texte: elle est à la fois droit, protection de l'assistance et des soins, accompagnement humain et social dans la conscience que la douleur ne peut et ne doit pas être vécue dans la solitude. De ce désir qui appartient à chacun, simplement d'être soigné au mieux, et accompagné dans les diverses difficultés de la vie, la proposition de la Commission pour un nouveau modèle de soins, proche des domiciles, attentif au social, soucieux de prévention, recherche de synergies. Nous comprenons mieux cela en examinant ce qui est rapporté dans la troisième section de la Charte.





## Le droit à une vie relationnelle active

La troisième section est consacrée à la garantie d'une vie de couple, à la liberté de choix de la forme de coexistence, à la lutte contre les discriminations et à l'accompagnement des personnes qui s'occupent des personnes âgées.

Trois thèmes extrêmement importants s'entremêlent ici: la prise de conscience que les personnes âgées dans leur fragilité dépendent encore plus des relations et de l'affection, d'un réseau de contacts quotidiens qui les entourent et les soutiennent, la lutte contre toutes les formes de marginalisation et d'exclusion, le soutien à ceux qui les soutiennent ce. On a trop souvent oublié la véritable pandémie de solitude et d'isolement social qui a précédé celle du COVID 19 et qui avec le virus a littéralement explosé dans les résidences. Le droit de ne pas être seul (et le devoir de ne pas partir seul) coïncide chez les personnes âgées et fragiles avec le droit à la santé et même à la vie. La littérature scientifique regorge d'études qui démontrent la forte association entre la solitude et les maladies cardiovasculaires, la perte d'autonomie, la démence, la dépression et bien d'autres troubles chez les plus de 65 ans.

Pour cette raison, le fait que beaucoup soient laissés seuls dans la négligence sociale est encore plus grave, qui devient bientôt et inexorablement une question médicale. Souvent, les membres de la famille et les aidants sont également laissés seuls, ces soutiens nombreux et précieux qui doivent pourtant s'occuper du reste de la famille, travailler et subvenir aux besoins de leurs proches sans aide.

## Conclusions

Ces trois préoccupations ont trouvé une large place dans la proposition de réforme de la Commission. En effet, la base du continuum de soins que nous avons conçu est constituée de services de réseau et de suivi pour les plus fragiles et les personnes âgées, les 4 millions de plus de 80 ans que nous souhaitons voir tous concernés.

Un autre point auquel nous avons consacré beaucoup d'énergie est celui des "Centres de jour" pour les personnes atteintes de démence ou d'autres maladies chroniques invalidantes, conçus dans la double fonction de centres d'animation et de soins, je voudrais dire de réaménagement urbain mais aussi social, avec une fonction déjà "réparatrice" et déjà d'hospitalité pour ces personnes. Ces structures soutiennent également les familles et les soignants, qui pourraient bénéficier du soulagement de 8 heures par jour pendant lesquelles leurs proches sont pris en charge et un espace serein de liberté s'ouvre pour d'autres tâches.

Enfin, la proposition engage l'ensemble du système social et sanitaire dans un effort de transparence et de lutte contre les activités illégales, afin que les situations d'exploitation réelle des personnes âgées dans des maisons "abusives" (parfois de véritables camps de concentration) sans règles d'agrément ne soient plus tolérées, sans transparence et sans contrôles. Nous ne voulons pas oublier les horreurs vécues pendant la pandémie et en effet nous voulons en faire une opportunité de changement profond et d'élan vers un système de soins centré sur le domicile.

J'espère qu'avec ces mots que j'ai prononcés, j'aurai non seulement dessiné ce sens civil mûr des droits et des devoirs qu'une société et une "haute" démocratie doivent être capables d'offrir à leurs citoyens âgés, mais aussi décrit comment ces préoccupations ont guidé et inspiré la proposition de réforme maintenant entre les mains du président Draghi.

Impossible? Cette proposition est-elle utopique? Je suis convaincu du contraire, je suis convaincu que partir des plus fragiles, les mettre au centre, favorisera un développement inclusif et généralisé: les personnes âgées sont aussi un carrefour des économies - celle du numérique, celle des services, celle verte et celle de la consommation. Nous les prenons comme points de départ pour une nouvelle Renaissance.

**Exc. Mgr. Vincenzo Paglia**  
*Président Académie pontificale pour la vie*



## WHY A CHARTER OF THE RIGHTS OF THE ELDERLY AND THE DUTIES OF THE COMMUNITY

### The context

The Elderly Care Reform Commission, established in September 2021 by Minister Speranza, whom I have the honor to chair, was born in the painful and dramatic context of COVID 19 pandemic, during which the elderly paid the bitterest price with thousands of deaths, a real massacre. It didn't happen by chance. There were certainly specific responsibilities and they must be pursued. Actually, the pandemic was bringing out a profound contradiction in society, which, on the one hand, knew how to extend people's lives, on the other, filled these long extra years with loneliness and abandonment. Covid-19 was able to eliminate thousands and thousands of elderly people because society had already abandoned them. We must feel a very serious debt owed to the elderly who have died in this time. It was essential to root out the serious shortcomings of an unbalanced, unfair, onerous welfare system that had caused so many victims. A paradigm had to be overturned. But this was only possible if we have a new vision of old age.

The demographic revolution that took place from the middle of the last century had brought to light a "new continent" of people, that of the elderly. Not that there weren't any old ones before. However, it is the first time in history that mass old age appears in the world, that is, millions and millions of elderly people who live much longer than in the past. And on this "new continent" or, if you like, on this "new people", there has not been and there is still no reflection: we do not have a political, spiritual, social thought. We have before us an "unknown land" - as it was written in the ancient geographical maps - inhabited by people of whom we know almost nothing. In short, it could be said that today's old age - twenty thirty years more - must be invented. The upheaval of the entire structure of human coexistence is before our eyes: for the first time in history four generations coexist together.

Hence the urgency of a new vision: longevity is not a simple temporal addition, it profoundly modifies our relationship with existence.

Faced with this new scenario, the Commission considered it important to devote itself also to the drafting of a Charter that would outline some inspiring principles of the new perspective of care for the elderly. A small group of scholars - and I took the opportunity to thank both the President Ales-

sandro Paino and Professor Vincenzo Antonelli, who were the main architects - for the drafting of this text that we delivered to President Draghi on 1<sup>st</sup> September.

It is true that the Italian Constitution does not provide for a specific protection of the rights of the elderly, given that its drafting took place in years in which the issues of the Third Age were not present in the public debate. The constituents limited themselves to providing welfare measures in the event of old age. Also for this reason, in more recent years and in various ways it was decided to remedy this lack, for example by introducing age in the art. 3, among the non-discrimination factors .

The attitude of the institutions of the European Union was different. In the Charter of Fundamental Rights, signed in 2000, there is a specific article on the rights of the elderly: “The Union recognizes and respects the right of the elderly to lead a dignified and independent life and to participate in social and cultural life” (art. 25). However, there are principles in our Constitution on which to base the rights of the elderly, starting with those of solidarity and equality. While it is true that the Constitution does not speak of the elderly, it still requires that adequate promotion and protection of their rights and the fulfillment of duties towards them can be ensured.

So what can the value of the Charter be? First of all, a novelty in its drafting should be noted.

We do not speak only of the rights of the elderly, but, at the same time, we indicate the duties of society towards them. In this way, the life of the elderly is linked to that of society, showing the inevitable link between each other, even between different generations.

Some might say that talking about rights is an illusion, the reality is quite different. The elderly are often seen as a problem for the Country (just think of social security, hospital, pharmaceutical and beyond). Unfortunately, we forget that the elderly with their work, not only have more than earned the necessary social security and welfare relief, but are often protagonists of assistance even today, for example towards grandchildren or their peers of the same age. And we mustn't forget that they represent a rather sizeable share of the market, and of the work associated with it, estimated by some to be over 200 billion per year.

The vision of the elderly proposed by the Charter presents them as a possible engine for the country's inclusive and sustainable development. In short, the elderly, from being a problem, can become an opportunity for the growth of our social and economic model. Using a term and a concept dear to the Jewish tradition, the deepest aim of the paper is to promote a real TikkunOlam process: to repair the world around the most fragile. Not only to repair its dignity and the protection of rights, but to re-weave that social, human, family and friend fabric inexorably torn by the phenomena of individualism, family impoverishment, demographic decline and abandonment of the territories that marked Italy in the 1900s . I will return to these ideas later.







## The right to the protection of the dignity of the elderly person

The first chapter of the Charter is dedicated to the protection of the dignity of elderly people.

Rights and duties here combine to work for a context, where freedom of choice is not an empty word, a right on paper. And at the same time one of the greatest problems of elderly life is identified: the deprivation of the possibility of choosing.

Allow me a remark starting from the debate on the green pass, on the vaccination obligation, which animates the pages of the newspapers of this time, for the concern about the limits to personal freedom. There is not a line on the much more radical lack of freedom of older people, especially those who are institutionalized. A recent investigation by the New York Times, dated 11 September 2021, describes the use of antipsychotic drugs systematically administered to elderly guests of nursing homes, the mechanisms for circumventing the law, the reasons and the effects. This is a tragic use of chemical restraint, that has spread to 21% of retirement home guests in the United States. One of the shortcuts used, for example, is to diagnose schizophrenia, used in 1 in 9 elderly people in these facilities, while, at the level of the general population, the figure stops at 1 in 150, a huge discrepancy. Over 200,000 seniors in US nursing homes have received diagnoses and "treatment". The phenomenon is not new if you think that it was investigated by a Senatorial Commission dating back to 1976 with the eloquent title: "Nursing Home Care in the United States: failure in Public Policy".

These considerations prompted the Commission to propose a way of reforming the nursing homes.

Three changes are promoted: the absolute prescription of the opening of the structure to the outside as an accreditation criterion; the change of function of residential care as part of a continuum in dynamic equilibrium as a transitory moment and not as a terminal station; a strict control and transparency of the organic plan (ndt: a plan of the distribution of drugstores within a territory), as well as its appropriate enhancement. Fighting unauthorized activity also means expecting that all structures are open and totally transparent, accessible and permeable, at entry and exit. One of the most significant injuries of the elderly's freedom of choice is the physical inability to meet or leave these structures, in the context of a regime that can correctly be defined as a prison.

I would now like to return, for a second example, to articles 1 and 2, which protect the freedom of choice of the elderly: where to live the years of your old age? It is one of the fundamental choices to be protected: that of staying at home. Too often it is the relatives who decide, or even the support administrators, who, with too much ease, sometimes take on skills that reduce the elderly to the role of implicitly interdicted person. But, even worse, too often the choice is dictated by the total lack of home care services, or by the economic inability to access them. If on the one hand the choice by far the majority of the elderly is to stay at home, we see that many obstacles combine to make it difficult, even difficult or impossible in the presence of disabling diseases and conditions, or the difficulties and will of relatives and guardians. What does the Charter say about it? Article 1.9 sets out the principle according to which "The elderly person has the right to stay at his home for as long as possible".





This is a profound reform that is clear from the title: “the home as a place of care for the elderly”.

The reason is simple and I believe indisputable: for those who are advanced in years, home is the place of their loved ones and their memory, of history and of experience. Losing it means losing one’s memory, as Camilleri wrote, abandoning one’s roots and, in the end, oneself.

However, it happens that the elderly often lose their home for family reasons, for economic reasons, especially for lack of services. The Commission, in its first months of life, wanted to deepen, together with ISTAT, the issue of the conditions of the over 75.

Without lingering on the findings of the study, I only observe that in that age group there are over a million elderly people with severe motor difficulties and in the physical and instrumental activities of daily life, without family help, public or private, who live alone or with their elderly spouse. What freedom of choice do these people have if we do not protect them with adequate domestic social support?

Think of the architectural barriers, the houses without a lift, the steep mountain centers, in short, the difficulties of those who live without an accompaniment. For these reasons, the Commission recommends an unprecedented strengthening of the so-called Integrated Home Care.

### **Rights to responsible care**

The second chapter, in its first two articles, also outlines rights and duties for responsible care, stating that “2.1 The elderly person has the right to contribute to the definition of care paths, types of treatment and to choose the methods of providing health and social care. Institutions and health and social health workers have the duty to offer the elderly person all the options available for the provision of health and social health care “.

There is a right to know the possible alternatives, the pros and cons of each, in the modern complexity of therapeutic paths. It could be said that also in the field of assistance, it is necessary to formulate informed consent, an indispensable safeguard against the risk of incorrect information when not openly counterfeit, or simply the lack of it.

The following articles aim at guaranteeing to the elderly care of the same quality offered to the younger; that care settings do not paradoxically produce disability or loss of self-sufficiency; that the therapies and assistance always also have goals of recovery and return to previous health and life conditions. Providing home care is a guarantee in itself: we know well how institutionalization represents an intrinsic factor of physical and mental disability: the so-called *bedriddenness*, the states of confusion that inevitably accompany the detachment from home, the immobility to which one is forced, the change in diet, the different rhythms of sleep, the poverty of the activities that can be carried out, the objective social isolation, just to mention the most significant variables.

Unfortunately, also in Italy the tendency, widespread in other European countries, to deny quality care to the elderly, is gaining ground.

The pandemic has revealed worrying trends in this sense: from the “contract” that Dutch doctors offer their elderly patients - long ventilation or euthanasia in the event of COVID - to the limitations on access to intensive care, which have been put in black and white in Switzerland and Spain for over 75 patients. The fight against pain runs through all three chapters of our text: it is, at the same time, right, protection of assistance and care, human and social accompaniment in the awareness that pain cannot and must not be lived in solitude.

From this desire that belongs to everyone, simply to be treated in the best possible way, and accompanied in the various difficulties of life, the Commission proposal for a new model of care, close to homes, attentive to social issues, concerned with prevention, search for synergies originates. We understand this better by examining what is reported in the third section of the Charter.



## Right to an active relationship life

The third section is dedicated to the guarantee of a life of relationship, to the freedom of choice of the form of coexistence, to the fight against discrimination and to the support of those who take care of the elderly. Three extremely important themes intertwine here: the awareness that the elderly in their fragility depends even more on relationships and affection, on a network of daily contacts that surrounds and supports them; the fight against all forms of marginalization and exclusion; the support for those who support it. Too often we have forgotten the real pandemic of loneliness and social isolation that preceded that of COVID 19 which, together with the virus, literally exploded in residences. The right not to be alone (and the duty not to leave alone) coincides, in the elderly and the frail, with the right to health and even to life. The scientific literature is full of studies that demonstrate the strong link between loneliness and cardiovascular disease, loss of autonomy, dementia, depression and many other disorders in the over 65s. For this reason, the fact that many are left alone in social neglect is even more serious and it soon and inexorably becomes a medical question. Often family members and caregivers are also left alone, those numerous and precious supports who, however, must carry on the rest of the family, work and provide for the needs of their loved ones without help.

## Conclusions

These three concerns have found a lot of space in the Commission's reform proposal. In fact, the basis of the continuum of care that we have designed is made up of network and monitoring services for the most vulnerable and the elderly, the 4 million over 80s that we would like to see involved.

Another point to which we have dedicated a lot of energy is that of the "Day Centers" for people with dementia or other chronic disabling diseases, conceived in the dual function of animation and care centers, I would like to say, of urban but also social redevelopment, with a "restorative" and hospitality function for these people. These structures also support families and caregivers, who could receive the relief of 8 hours a day, during which their loved ones are cared for and a serene space of freedom for other tasks.

Finally, the proposal engages the entire social and health system in an effort of transparency and fight against illegal activities, so that situations of real exploitation of the elderly in "abusive" houses (sometimes real concentration camps) without accreditation rules are no longer tolerated, without transparency and without controls. We do not want to forget the horrors seen during the pandemic and indeed we want to make it an opportunity for profound change and momentum towards a home-centered care system.

I hope, with these words of mine, to have drawn not only that mature civil sense of rights and duties that a society and a "high" democracy must be able to offer their senior citizens, but also to have described how these concerns have guided and inspired the proposal. reform now in the hands of President Draghi. Impossible? Is this proposal utopian? I am convinced of the contrary, I am convinced that starting from the most fragile, putting them at the center, will favor an inclusive and widespread development: the elderly are also a crossroads of economies - the digital one, that of services, the green one and that of consumption. Let's start from them for a new Renaissance.

**Excellency Monsignor Vincenzo Paglia**  
*President Pontifical Academy for Life*





## PERCHÉ UNA CARTA DEI DIRITTI DEGLI ANZIANI E DEI DOVERI DELLA COMUNITÀ

### Il contesto

La Commissione per la riforma della assistenza agli anziani, istituita nel settembre 2021 dal Ministro Speranza, che ho l'onore di presiedere, nasce nel contesto doloroso e drammatico della pandemia da COVID 19, durante la quale gli anziani hanno pagato il prezzo più amaro con migliaia di morti, una vera e propria strage. Non è avvenuta per caso. Ci sono state certe responsabilità precise e vanno perseguite. In realtà, la pandemia stava facendo emergere una contraddizione profonda della società, la quale, per un verso sapeva allungare la vita delle persone, per l'altro, riempiva di solitudine e di abbandono questi lunghi anni in più. Il Covid-19 ha potuto eliminare migliaia e migliaia di anziani perché la società li aveva già abbandonati. Dobbiamo sentire un gravissimo debito nei confronti degli anziani deceduti in questo tempo. Era indispensabile rimuovere alla radice le gravi carenze di un sistema assistenziale squilibrato, ingiusto, oneroso, che aveva causato tante vittime. Occorreva rovesciare un paradigma. Ma questo era possibile solo se si ha una nuova visione della vecchiaia.

La rivoluzione demografica avvenuta dalla metà del secolo scorso aveva portato alla luce un "nuovo continente" di persone, quello degli anziani. Non che prima non ce ne fossero di anziani. È però la prima volta nella storia che nel mondo appare la vecchiaia di massa, ossia milioni e milioni di anziani che vivono, appunto, molto più a lungo che in passato. E su questo "nuovo continente" o, se si vuole, su questo "nuovo popolo", non c'è stato e non c'è ancora riflessione: non abbiamo un pensiero politico, spirituale, sociale. Abbiamo davanti come una "terra incognita" – come si scriveva nelle antiche carte geografiche – abitata da persone di cui non sappiamo quasi nulla. Insomma, si potrebbe dire che l'età anziana di oggi – venti trenta anni in più – deve essere inventata. È davanti ai nostri occhi lo sconvolgimento dell'intero assetto della convivenza umana: per la prima volta nella storia convivono assieme quattro generazioni. Di qui l'urgenza di una nuova visione: la longevità non è una semplice aggiunta temporale, modifica profondamente il nostro rapporto con l'esistenza.

Di fronte a questo nuovo scenario, la Commissione ha ritenuto importante dedicarsi anche alla redazione di una Carta che declinasse alcuni principi ispiratori della nuova prospettiva della assistenza agli anziani.

Un piccolo gruppo di studiosi – e profitto dell'occasione per ringraziare sia il presidente Alessandro Paino sia il professor Vincenzo Antonelli che sono stati gli artefici principali – per la redazione di questo testo che il 1° settembre abbiamo consegnato al Presidente Draghi.

E' vero che nella Costituzione italiana non è contemplata una tutela specifica dei diritti degli anziani, visto che la sua stesura è avvenuta in anni in cui le problematiche della Terza Età non erano presenti nel dibattito pubblico. I costituenti si sono limitati a prevedere misure assistenziali in caso di vecchiaia. Anche per questo in anni più recenti e in diversi modi si è pensato di ovviare a questa mancanza, ad esempio introducendo all'art. 3 tra i fattori di non discriminazione l'età. Diverso è stato invece l'atteggiamento delle istituzioni dell'Unione Europea. Nella Carta dei diritti fondamentali, siglata nel 2000, c'è un articolo specifico ai diritti degli anziani: "L'Unione riconosce e rispetta il diritto degli anziani di condurre una vita dignitosa e indipendente e di partecipare alla vita sociale e culturale" (art. 25). Ci sono tuttavia nella nostra Costituzione principi su cui fondare i diritti degli anziani a partire da quelli di solidarietà e di uguaglianza. Se è vero che la Costituzione non parla degli anziani, esige comunque che sia assicurata un'adeguata promozione e protezione ai loro diritti e l'adempimento dei doveri nei loro confronti.

Quale può essere quindi il valore della Carta? Va notato anzitutto una novità nella sua stesura.

Non si parla unicamente dei diritti degli anziani, ma parallelamente si indicano i doveri della società verso di loro. In tal modo si raccorda la vita degli anziani a quella della società, mostrando l'inevitabile legame tra tutti, anche tra le diverse generazioni.

Qualcuno potrebbe dire che parlare di diritti è una pia illusione, ben altra è la realtà. Gli anziani sono spesso visti come un problema per il Paese (basti pensare alla spesa previdenziale, ospedaliera, farmaceutica ed oltre). Purtroppo ci si dimentica che gli anziani con il loro lavoro, non solo hanno più che guadagnato il necessario sollievo previdenziale e assistenziale, ma sono spesso protagonisti della assistenza ancora oggi, ad esempio nei confronti dei nipoti o dei loro coniugi coetanei. E non dimentichiamo che rappresentano una quota di mercato, e del lavoro ad essa associato, piuttosto ragguardevole, stimata da alcuni in oltre 200 miliardi annui.

La visione degli anziani proposta dalla Carta li presenta come un possibile motore di sviluppo inclusivo e sostenibile del Paese. Insomma, gli anziani, da problema possono diventare una opportunità per la crescita del nostro modello sociale ed economico. Usando un termine ed un concetto caro alla tradizione ebraica, l'intento più profondo della carta è quello di promuovere un vero e proprio processo di *TiqqunOlam*: riparare il mondo attorno ai più fragili. Non solo ripararne la dignità e la tutela dei diritti, ma ritessere quel tessuto sociale, umano, familiare e amicale inesorabilmente lacerato dai fenomeni di individualismo, di impoverimento della famiglia, di declino demografico e abbandono dei territori che ha segnato l'Italia del '900. Tornerò più avanti su queste idee.





## **Il diritto alla tutela della dignità della persona anziana**

Il primo capitolo della Carta è dedicato alla tutela della dignità delle persone anziane.

Diritti e doveri qui concorrono a lavorare per un contesto dove la libertà di scelta non sia una parola vuota, diritto sulla carta. E viene individuato nello stesso tempo uno dei più grandi problemi della vita da anziani: la privazione della possibilità di scegliere.

Permettetemi una notazione a partire dal dibattito sul green pass, sull'obbligo vaccinale, che anima le pagine dei giornali di questo tempo, per la preoccupazione sui limiti alle libertà personali.

Non c'è una riga sulla ben più radicale mancanza di libertà degli anziani, soprattutto di quelli istituzionalizzati. Una recente inchiesta del New York Times, dell'11 Settembre 2021, descrive l'uso di farmaci antipsicotici sistematicamente somministrati agli anziani ospiti delle nursing home, dei meccanismi per aggirare le norme di legge, dei motivi e degli effetti. Si tratta di un tragico utilizzo della contenzione chimica, esteso al 21% degli ospiti delle case di riposo negli Stati Uniti. Una delle scorciatoie utilizzate, ad esempio, è quella di fare diagnosi di schizofrenia, utilizzata in 1 anziano ogni 9 in queste strutture, mentre a livello della popolazione generale il dato si ferma ad 1 su 150, una discrepanza enorme.

Oltre 200.000 anziani nelle case di riposo statunitensi hanno ricevuto diagnosi e "cure".

Il fenomeno non è nuovo se si pensa che ad indagare su di esso, è stata una Commissione senatoriale del lontano 1976 dall'eloquente titolo: "Nursing Home Care in the United States: failure in Public Policy".

Queste considerazioni hanno spinto la Commissione a proporre una via di riforma delle RSA.

Si promuovono tre cambiamenti: la assoluta prescrizione della apertura della struttura all'esterno come criterio di accreditamento, il cambiamento di funzione delle cure residenziali come parte di un continuum in equilibrio dinamico come momento transitorio e non come stazione terminale, il rigoroso controllo e la trasparenza della pianta organica, nonché il suo appropriato potenziamento.

Combattere l'abusivismo significa anche pretendere che tutte le strutture siano aperte e totalmente trasparenti, accessibili e permeabili, in ingresso ed uscita. Una della più significative lesioni, della libertà di scelta dell'anziano, è la impossibilità fisica di incontrare o uscire da dette strutture, nell'ambito di un regime che si può correttamente definire carcerario.

Vorrei ora tornare, per un secondo esempio, agli articoli 1 e 2 che tutelano la libertà di scelta dell'anziano: dove vivere gli anni della propria vecchiaia? Si tratta di una delle scelte fondamentali da tutelare: quella di rimanere a casa. Troppo spesso sono i parenti a decidere, o anche gli amministratori di sostegno, che con troppa disinvoltura talvolta si prendono competenze che riducono l'anziano al ruolo di persona implicitamente interdetta. Ma ancor peggio, troppo spesso la scelta è dettata dalla totale mancanza di servizi di assistenza domiciliare, o dalla impossibilità economica di accedervi.

Se da un lato la scelta di gran lunga maggioritaria degli anziani, è quella di rimanere a casa, si vede che molti ostacoli concorrono a renderla difficile, addirittura ardua o impossibile in presenza di malattie e condizioni invalidanti, o delle difficoltà e volontà di parenti e tutori. Cosa dice la Carta in proposito? L'Articolo 1.9 enuncia il principio secondo il quale «La persona anziana ha il diritto di permanere per quanto più a lungo possibile presso la sua abitazione».

Si tratta di una riforma profonda che già dal titolo appare evidente: "l'abitazione come luogo di cura per gli anziani". Il motivo è semplice e credo inoppugnabile: per chi è avanti negli anni la casa è il luogo dei propri affetti e della propria memoria, della storia e del vissuto. Perderla vuol dire perdere la memoria, come scriveva Camilleri, abbandonare le proprie radici e, alla fine, se stessi.

Accade tuttavia che l'anziano spesso perde la casa per motivi familiari, per ragioni economiche, soprattutto per mancanza di servizi. La Commissione, nei suoi primi mesi di vita, ha voluto approfondire, in collaborazione con ISTAT, il tema delle condizioni degli over 75. Senza dilungarmi sulle risultanze dello studio, osservo solo che in quella fascia di età si trovano oltre un milione di anziani con gravi difficoltà motorie e nelle attività fisiche e strumentali della vita quotidiana, senza aiuto familiare, pubblico o privato, che vivono soli o con il coniuge anziano. Quale libertà di scelta hanno queste persone se non le tuteliamo con un adeguato supporto sociale domestico?



Si pensi alle barriere architettoniche, alle case senza ascensore, ai ripidi centri montani, insomma alle difficoltà di chi vive senza un accompagnamento. Per queste ragioni la Commissione raccomanda un potenziamento senza precedenti della cosiddetta ADI, Assistenza Domiciliare Integrata.

### **I diritti ad una assistenza responsabile**

Anche il secondo capitolo, nei suoi primi due articoli, disegna diritti e doveri per una assistenza responsabile affermando che «2.1 La persona anziana ha il diritto di concorrere alla definizione dei percorsi di cura, delle tipologie di trattamento e di scegliere le modalità di erogazione dell'assistenza sanitaria e sociosanitaria. Le istituzioni e gli operatori sanitari e sociosanitari hanno il dovere di prospettare alla persona anziana tutte le opzioni disponibili per l'erogazione dell'assistenza sanitaria e sociosanitaria». C'è un diritto alla conoscenza delle possibili alternative, dei pro e dei contra di ciascuna, nella moderna complessità dei percorsi terapeutici. Si potrebbe dire che anche nel campo della assistenza occorre formulare un consenso informato, indispensabile presidio al rischio di informazioni errate quando non apertamente contraffatte, o semplicemente alla mancanza delle stesse

I successivi articoli mirano a garantire agli anziani cure della stessa qualità offerte ai più giovani; che i setting assistenziali non producano, paradossalmente, disabilità o perdita della autosufficienza; che le terapie e l'assistenza abbiano sempre anche obiettivi di recupero e di ritorno alle condizioni di salute e di vita precedenti. Erogare l'assistenza domiciliare rappresenta in sé una garanzia: sappiamo bene infatti come la istituzionalizzazione rappresenta un fattore intrinseco di invalidità fisica e mentale: il cosiddetto allettamento, gli stati di confusione che accompagnano inevitabilmente il distacco da casa, la immobilità cui si è costretti, il cambio di alimentazione, i diversi ritmi del sonno, la povertà delle attività che è possibile svolgere, l'isolamento sociale oggettivo, solo per citare le variabili più significative.

Purtroppo, anche in Italia va affermandosi la tendenza, diffusa in altri paesi europei, di negare cure di qualità agli anziani. La pandemia ha svelato tendenze preoccupanti in questo senso: dal "contratto" che i medici olandesi propongono ai loro pazienti anziani -lunga ventilazione o eutanasia in caso di COVID- alle limitazioni di accesso alle terapie intensive messe nero su bianco in Svizzera e Spagna per pazienti over 75. La lotta al dolore attraversa tutti e tre i capitoli del nostro testo: essa è insieme diritto, tutela di assistenza e cura, accompagnamento umano e sociale nella consapevolezza che il dolore non può e non deve essere vissuto in solitudine. Da questo desiderio che è di tutti, semplicemente di essere curati nel migliore dei modi, e accompagnati nelle diverse difficoltà della vita, nasce la proposta della Commissione di un modello nuovo di cura, vicino alle abitazioni, attento al sociale, preoccupato della prevenzione, alla ricerca di sinergie. Lo comprendiamo meglio andando a sviscerare quanto riportato nella terza sezione della Carta.

### **Il diritto ad una vita attiva di relazione**

La terza sezione è dedicata alla garanzia di una vita di relazione, alla libertà di scelta della forma di convivenza, alla lotta alle discriminazioni ed al sostegno di chi si prende cura degli anziani.

Si intrecciano qui tre temi di estremo rilievo: la consapevolezza che l'anziano nella sua fragilità dipende ancor più dalle relazioni e dall'affetto, da una rete di contatti quotidiani che lo circonda e lo sostiene, la lotta ad ogni forma di emarginazione e di esclusione, il sostegno a chi lo sostiene.

Troppo spesso abbiamo dimenticato la vera e propria pandemia della solitudine e dell'isolamento sociale che ha preceduto quella da COVID 19 e che con il virus è letteralmente esplosa nelle residenze.

Il diritto a non restare soli (e il dovere di non lasciare soli) coincide nell'anziano e nel fragile con il diritto alla salute e persino alla vita. La letteratura scientifica è ricca di studi che dimostrano la forte associazione tra solitudine e malattie cardiovascolari, perdita della autonomia, demenza, depressione e molti altri disturbi negli over 65. Per questo è ancora più grave il fatto che molti siano lasciati soli in una incuria sociale che diviene presto e inesorabilmente domanda sanitaria. Spesso sono lasciati soli anche i familiari e i caregiver, quei numerosi e preziosi sostegni che però devono portare avanti il resto della famiglia, lavorare e provvedere alle necessità dei propri cari senza aiuto.

## Conclusioni

Queste tre preoccupazioni hanno trovato grande spazio nella proposta di riforma della Commissione. La base del continuum assistenziale che abbiamo disegnato, infatti, è costituita da servizi di rete e di monitoraggio per i più fragili e i più anziani, i 4 milioni di over 80 che vorremmo vedere tutti coinvolti. Un altro punto cui abbiamo dedicato molto energie è quello dei “Centri diurni” per portatori di demenze o altre patologie croniche invalidanti, pensati nella duplice funzione di centri di animazione e cura, vorrei dire di riqualificazione urbana ma anche sociale, con una funzione già “riparativa” e già di ospitalità per queste persone. Queste strutture sono anche di sostegno alle famiglie ed ai caregiver, che potrebbero ricevere il sollievo di 8 ore quotidiane durante le quali i loro cari sono assistiti e si apre un sereno spazio di libertà per le altre incombenze.

La proposta infine impegna tutto il sistema sociosanitario in uno sforzo di trasparenza e di lotta all’abuso, perché non siano più tollerate le situazioni di vero e proprio sfruttamento degli anziani in case “abusive” (talora veri e propri lager) senza regole di accreditamento, senza trasparenza e senza controlli. Non vogliamo dimenticare gli orrori visti durante la pandemia ed anzi vogliamo farne occasione di cambiamento profondo e di slancio verso un sistema di cure centrato sulla abitazione.

Spero con queste mie parole di aver disegnato non solo quel maturo senso civile dei diritti e dei doveri che una società ed una democrazia “alta” devono saper offrire ai loro cittadini anziani, ma anche di aver descritto come queste preoccupazioni hanno guidato ed ispirato la proposta di riforma ora nelle mani del Presidente Draghi.

Impossibile? Utopica questa proposta? Sono convinto del contrario, sono convinto che partire dai più fragili, metterli al centro, favorirà uno sviluppo inclusivo e diffuso: gli anziani sono anche un crocevia di economie - quella digitale, quella dei servizi, quella verde e quella dei consumi. Ripartiamo da loro per un nuovo Rinascimento.

**Ecc. Mons. Vincenzo Paglia**  
*Presidente Pontificia Accademia per la vita*



## L'ENGAGEMENT BÉNÉVOLE, UNE VERTU CIVIQUE

---

Le mercredi 5 octobre 2022, le Président de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe, Gerhard Ermischer, m'a remis, ainsi qu'à une vingtaine d'autres représentants d'Organisations internationales Non Gouvernementales (OING), la «Médaille d'honneur du volontariat en Europe», récemment créée par l'Association «Centre Européen du Volontariat, VolontEurope».

Cet honneur, je me sens l'obligation de le partager avec tous les membres de l'AEDE et je tiens à remercier le Président Silvano Marseglia de me donner l'occasion de développer dans Scuola d'Europa quelques réflexions sur les rapports entre la vie associative, l'action volontaire des bénévoles et l'éducation à la citoyenneté.



La vie associative est multiforme. La composition de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe où je représente l'AEDE depuis 1998, en témoigne: elle regroupe des organisations européennes de taille et de nature très diverses: des associations de professionnels, parfois très spécialisées, des syndicats professionnels, de grandes associations de défense des Droits des personnes humaines, de lutte contre la pauvreté, des associations de défense de l'environnement, etc.... Mais elles ont toutes des caractéristiques communes.

Leur origine d'abord: elles naissent et se développent dans le terreau de la société.

Les associations sont des lieux d'engagement au service des autres, nées non d'une décision supérieure mais de la prise de conscience par quelques personnes, d'un problème, d'une difficulté ou d'une situation qu'elles ont jugé intéressante, gênante, préoccupante voire intolérable et de leur volonté commune de s'engager ensemble pour construire une solution. C'est la pertinence et surtout la cohérence de leur démarche qui permet leur développement et le recrutement de nouveaux militants pour leur cause... Cet engagement militant s'enracine dans la conviction, l'espérance, que si petit que soit l'objectif de l'association, il peut contribuer à construire une société meilleure, plus juste, plus harmonieuse...

L'objectif d'une association, n'est pas d'exécuter à leur place ou de chercher à copier les missions et les actions des responsables politiques nationaux ou internationaux, mais de discerner les «signaux faibles» des évolutions sociales, d'expérimenter, de mettre en œuvre des solutions aux nouveaux problèmes qui sans cesse émergent et de proposer aux décideurs des réponses, des actions pérennes.

Dans notre histoire sociale européenne, le monde associatif a été le terreau de toutes les innovations qui ont construit pas à pas une protection sociale plus efficace et qui sont les marqueurs de nos sociétés. Toutes les associations, qu'elles soient locales ou internationales ont ainsi en commun d'être constituées de personnes qui se sont rencontrées et partagent une même espérance et une même volonté. C'est bien l'engagement volontaire de chaque personne avec et au service des autres au service d'une cause qui est le carburant de toute vie associative.

Toute innovation sociale est transgression d'une habitude, d'un modèle, des structures même qui l'ont précédée. Si l'engagement militant associatif est de même nature que l'engagement politique et en est souvent à l'origine, il s'exprime de manière différente: transgressif par nature, il peut être considéré avec méfiance par le politique car ses interventions et ses analyses dérangent souvent.

Pourtant, s'il est prêt à coopérer à l'action publique que très souvent il a devancée et en quelque sorte préparée, le militant associatif sait qu'il ne doit jamais chercher à se substituer aux décideurs politiques démocratiquement élus au risque de perdre toute crédibilité.



Nous pouvons dire que si l'action politique exige une pensée convergente pour permettre la cohérence des décisions dans le temps, l'action associative naît et se développe par une pensée divergente, dérangement, parfois un peu brouillonne, mais créatrice ; mais c'est la même volonté, fondée sur l'espoir d'une société meilleure qui porte l'engagement militant des citoyens dans la vie associative et la politique de la cité, c'est le fondement de tout engagement civique. Ces deux approches sont complémentaires et indissociables: l'indépendance, la liberté, la vigueur de la vie associative sont des éléments essentiels, le fondement même de nos démocraties.

Enseignants d'Europe, dans le monde surmédiatisé et surinformé où nous vivons, nous revendiquons une mission d'éducateurs tout particulièrement lorsqu'il s'agit de civisme, de citoyenneté.

Dans son ouvrage, *L'Héritage de la liberté*, le biologiste et philosophe Albert Jacquard, démontre comment l'étymologie complexe du mot « éduquer » éclairait la mission qui aujourd'hui nous incombe :

*«La réponse du dictionnaire [...] est révélatrice: ce verbe viendrait du latin educo, educare.*

*Et, en effet, le dictionnaire [...] consulté nous apprend que educo, -are signifie «nourrir, instruire».*

*Mais surtout, il nous révèle un autre verbe dont la première personne du présent est identique, educo, mais dont l'infinitif est educere; il ne s'agit plus de nourrir, mais de educere, c'est-à-dire « conduire hors de », et en particulier, conduire hors de soi-même. Ce qui a permis à Catulle d'utiliser educere dans le sens de «faire éclore», et à Virgile dans le sens d' «élever un enfant».*

*L'objectif premier de l'éducation est évidemment de révéler à un petit d'homme sa qualité d'homme, de lui apprendre à participer à la construction de l'humanité et, pour cela, de l'inciter à devenir son propre créateur, à sortir de lui-même pour devenir un sujet qui choisit son devenir, et non un objet qui subit sa fabrication.»*

Trop souvent, dans le discours médiatique et parfois politique, l'éducation civique se résume à la connaissance du mécanisme des institutions démocratiques nationales et européennes et à la connaissance des droits qu'elles confèrent aux citoyens. Des droits garantis par l'Etat et dont chacun jouirait dans une totale liberté. Nous devons dépasser cette approche consumériste: l'éducation civique est bien davantage, elle doit «educere» être l'acte qui peut permettre aux enfants, aux adolescents, aux jeunes adultes de sortir d'eux-mêmes, de grandir, d'aller à la rencontre des autres en prenant conscience des solidarités au sein desquelles ils construisent leur identité.

Sortir d'eux-mêmes et être libres, certes, mais en découvrant que la liberté implique la solidarité et la responsabilité.







Nous devons bien sûr apprendre à nos élèves, à nos étudiants que, ainsi que toute personne humaine, ils ont des droits, leur faire découvrir qu'aujourd'hui ces droits sont codifiés par une Déclaration Universelle des Droits de l'Homme adoptée en 1948 par l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Ils doivent comprendre qu'en Europe, tout particulièrement, ces Droits sont juridiquement garantis à toute personne résidant dans les pays membres du Conseil de l'Europe par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et libertés fondamentales de 1950. Ils doivent savoir que la Cour Européenne des Droits de l'Homme qui siège à Strasbourg peut être saisie par toute personne estimant ses droits bafoués par la justice de son propre pays! Mais si nous en restons à cette indispensable connaissance des Droits de toute personne humaine, nous demeurons dans la perspective consumériste préalablement dénoncée. Nos élèves doivent être capables de «sortir d'eux-mêmes» et donc aussi de comprendre que les Droits de la personne humaine sont leurs droits, mais aussi et surtout et pour chacun les droits de l'Autre, que chacun de nous est responsable du respect des droits de tous les autres. L'éducation aux Droits de l'Homme, aux droits de l'Autre, est donc également une éducation à la solidarité et le cœur de toute éducation civique. Par l'éducation à la solidarité nous rechercherons le resserrement des liens sociaux qui peut permettre l'émergence d'un langage commun d'engagement et de fidélité civique.

C'est par l'expérience concrète et l'exemple que nous pourrions mettre en œuvre cette éducation.

La prise de conscience par les jeunes de l'importance de la valeur de l'engagement personnel, conditionne leur attitude de futur citoyen. C'est par leur engagement dans une action avec leurs pairs, engagement encouragé par les adultes, c'est-à-dire au premier chef leurs parents et nous les enseignants, dans des expériences concrètes qu'il y parviendront. La prise de responsabilités dans une association qu'elle soit scolaire ou extra-scolaire peut-être un premier niveau d'engagement. Mais Il faut également que les jeunes prennent conscience des multiples manières de manifester concrètement leur intérêt pour la vie collective, des multiples manières de manifester concrètement leur désir de participer en donnant de leur temps, de leur énergie, de leur réflexion, parfois aussi de leur argent de poche. Il faut qu'ils apprennent à tirer sereinement les leçons de leurs échecs et à assumer leurs responsabilités. Il faut montrer et dire aux jeunes que l'épanouissement personnel d'un individu peut passer tout autant par la reconnaissance par le groupe de la valeur de son action que par la rétribution financière: qu'être bénévole est souvent gratifiant et peut procurer un bonheur durable.

Enseignants, notre exemple d'adultes responsables est bien entendu indispensable dans la prise de conscience de la nécessité de l'engagement personnel, conçu comme une vertu. Nous pouvons montrer, sans ostentation ni prosélytisme, que nous ne sommes pas spectateurs ou consommateurs, mais acteurs dans la vie sociale de l'école et de la Cité, acteurs dans la manifestation de la solidarité.

Nous pouvons surtout mettre en évidence des exemples d'engagement, de solidarité.

L'attitude à l'égard des responsables, des élus, la manière dont est présentée leur action sont également des moments d'éducation: n'hésitons pas à dénoncer une attitude systématiquement ironique ou négative à l'égard de tout responsable politique ou associatif qui discrédite la notion d'engagement, mais, au contraire, célébrons leur courage. N'hésitons pas enfin à encourager le bénévolat, à répéter qu'il n'a jamais, particulièrement dans le travail social, contribué à détruire des emplois, mais bien au contraire en a bien souvent suscité la création. Dénonçons le mépris condescendant ou la condescendance méprisante pour l'action bénévole, au mieux considérée comme une affaire d'amateurs sans compétence technique, au pire comme le divertissement d'aimables farceurs: cette attitude empêche la prise de conscience de la nécessaire gratuité de tout engagement. Il s'agit là d'un enjeu essentiel, car la Démocratie ne peut survivre sans l'action concrète de citoyens acceptant de sacrifier une part de leur temps de loisir à la chose commune, acceptant de s'engager, avec les risques que cela comporte, acceptant en particulier le risque de l'ingratitude du groupe.

Si par notre action à tous, le mot de politique retrouvait toute sa valeur positive, ce serait un grand pas vers plus de démocratie! L'éducation à l'engagement, à l'action, à la solidarité sont indispensables pour qu'après nous la lutte pour plus de démocratie, pour plus de justice et de fraternité continue.

Quel que soit l'âge de nos élèves ou étudiants et quelle que soit la discipline que nous enseignons, nous contribuons par notre engagement et notre exemple à l'éducation civique des jeunes, c'est la grandeur et la difficulté de notre mission commune et il est urgent de redécouvrir et de réaffirmer la dimension morale et civique de toute éducation pour donner du sens à la société d'aujourd'hui, pour "donner, selon la belle formule d'ATD Quart-Monde, du cœur au monde". C'est un chemin long, un chemin difficile, semé de difficultés, d'embûches, de renoncements, mais c'est le seul chemin qui conduise vers plus de liberté, vers plus de justice, vers plus de solidarité, c'est-à-dire à plus de fraternité.

Pour conclure cette trop longue exhortation, je voudrais revenir à l'évènement qui l'a motivée...Si j'ai ressenti un incontestable sentiment d'imposture à l'annonce de l'attribution de cette distinction, c'est qu'aujourd'hui, à l'automne de ma vie et à l'heure des bilans, je dois bien constater que j'ai reçu beaucoup plus que je n'ai donné; que chacune des personnes rencontrées dans les associations ou les mouvements dans lesquels je me suis engagé, notamment l'AEDE et la Conférence des OING du Conseil de l'Europe, m'a enrichi ;que le bonheur de nouvelles rencontres, l'émerveillement devant le dévouement des uns ou l'incroyable résilience des autres, m'ont aidé à me construire et me reconstruire.

Le bénévolat, l'engagement volontaire, la prise de responsabilité n'ont jamais été pour moi une triste ascèse, mais une recherche du plaisir, de la joie de la découverte et de la rencontre, de la joie partagée. J'invite les rares lecteurs de ce texte qui n'en auraient pas encore fait l'expérience à essayer: ils ne seront pas déçus!

Jean-Claude Gonon  
Secrétaire Général Européen AEDE



## VOLUNTEERING, A CIVIC VIRTUE

On Wednesday 5 October 2022, the President of the Conference of INGOs of the Council of Europe, Gerhard Ermischer, presented me and about twenty other representatives of international non-governmental organizations (INGOs) with the “Medal of Honor for Volunteering in Europe”, recently created by the “Center Européen du Volontariat, VolontEurope” Association.

I feel the duty to share this honor with all the members of the AEDE and I would like to thank President Marseglia for giving me the opportunity to develop some reflections on the relationship between community life, volunteering and citizenship education at the School of Europe.

Associative life is multifaceted. The composition of the Conference of INGOs of the Council of Europe, where I have represented AEDE since 1998, is testimony to this: it brings together European organizations of very different dimensions and nature: professional associations, sometimes very specialized, professional unions, large defense associations human rights, the fight against poverty, associations for the defense of the environment, etc. But they all have common characteristics.

Their origin first of all: they are born and develop in the soil of society. Associations are places of commitment at the service of others, born not from a superior decision but from the awareness, on the part of a few people, of a problem, difficulty or situation that they considered interesting, embarrassing, worrying or even intolerable and the their common desire to work together to find a solution.

It is the topicality and above all the coherence of their approach that allows their development and the recruitment of new militants for their cause. This militant commitment is rooted in the belief, in the hope, that no matter how small the association’s goal, it can help build a better, more just, more harmonious society. The goal of an association is not to perform in their place or try to copy the missions and actions of national or international political leaders, but to discern the “weak signals” of social changes, to experiment, to implement solutions to new problems that constantly emerge and to propose sustainable responses and actions to decision makers. In our European social history, the world of associations has been the forge of all the innovations that have built, step by step, a more effective social protection and which are the markers of our societies.







All associations, local or international, have in common that they are made up of people who have met and share the same hope and the same will. It is the voluntary commitment of each with and at the service of others in the service of a cause that is the fuel of all associative life.

Every social innovation is a transgression of a habit, of a model, of the same structures that preceded it. If the activist commitment to associations is of the same nature as political commitment and is often at its origin, it is expressed differently: of a transgressive nature, it can be viewed with suspicion by politicians because its interventions and analyzes often disturb. However, if he is ready to collaborate in the public action that he has very often anticipated and in a prepared way, the militant association knows that he must never try to replace democratically elected political decision-makers at the risk of losing all credibility. We can say that if political action requires convergent thinking to allow the coherence of decisions over time, associative action arises and develops through divergent, disturbing, sometimes somewhat disordered but creative thinking; but it is the same will, founded on the hope of a better society, that brings the militant commitment of citizens into the life of associations and into the politics of the city, it is the foundation of every civic commitment. These two approaches are complementary and inseparable: independence, freedom, the vigor of associative life are essential elements, the very foundation of our democracies.

Teachers of Europe, in the over-mediated and over-informed world in which we live, we claim a mission of educators, particularly when it comes to civic sense and citizenship.

In his book *The legacy of freedom*, the biologist and philosopher *Albert Jacquard* demonstrated how the complex etymology of the word “educate” sheds light on the mission that touches us today:

*“The answer in the dictionary [...] is revealing: this verb comes from the Latin ‘educo, educare’. And, in fact, the dictionary [...] consulted tells us that educo, -are means “to nourish, to instruct”. But above all it reveals to us another verb whose present in the first person is identical, educo, but whose infinitive is educere; it is no longer a question of nourishing, but of bearing, that is, “bringing out”, and in particular, leading out of oneself. This allowed Catullus to use educere in the sense of “hatching”, and Virgil in the sense of “raising a child”.*

*The primary objective of education is obviously to reveal to a little man his quality as a man, to teach him to participate in the construction of humanity and, for this reason, to encourage him to become his own creator, to come out of himself for become a subject that chooses its future, and not an object that undergoes its manufacture. “*

Too often, in the media and sometimes political discourse, civic education is reduced to knowledge of the mechanism of national and European democratic institutions and to the knowledge of the rights they confer on citizens. Rights guaranteed by the state and which everyone would enjoy in total freedom. We must go beyond this consumerist approach: civic education is much more, it must “educate” to be the act that can allow children, adolescents, young adults to come out of themselves, to grow, to meet others by becoming aware of the solidarity in which they build their identity.

To come out of oneself and be free, of course, but to discover that freedom implies solidarity and responsibility.

We obviously have to teach our pupils, our students who, like every human person, have rights, let them discover that today these rights are codified by a Universal Declaration of Human Rights adopted in 1948 by the General Assembly of the United Nations. They must understand that in Europe, in particular, these rights are legally guaranteed to all those residing in the member countries of the Council of Europe by the 1950 Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms.

They must know that the European Court of Human Rights, which is based in Strasbourg, can be seized by anyone who considers their rights violated by the justice of their country! But if we stick to this essential knowledge of the rights of every human person, we remain in the consumerist perspective previously denounced. Our students must know how to “come out of themselves” and therefore also understand that the rights of the human person are his rights, but also and above all and for each one the rights of the Other, that each of us is responsible for respecting the rights of all the others.



Education in human rights, in the rights of others, is therefore also education in solidarity and the heart of all civic education. Through solidarity education we will seek the strengthening of social ties that can bring out a common language of commitment and civic loyalty.

It is through concrete experience and example that we can implement this education. The awareness on the part of young people of the importance of the value of personal commitment conditions their attitude as future citizens. It is through their commitment to act with their peers, a commitment encouraged by adults, that is, primarily their parents and us teachers, in concrete experiences that will be successful. Taking responsibility in an association, be it school or extra-curricular, can be a first level of commitment. But young people also need to become aware of the multiple ways of concretely manifesting their interest in collective life, of the multiple ways of concretely manifesting their desire to participate by donating their time, their energy, their thoughts, sometimes even their pocket money. They must learn to learn serenely from their failures and to take responsibility for themselves. We must show and tell young people that the personal fulfillment of an individual can go as much from the recognition by the group of the value of his action as from the financial reward: that being voluntary is often rewarding and can bring sustainable happiness.

Masters, our example as responsible adults is certainly essential to become aware of the need for personal commitment, understood as a virtue. We can demonstrate, without ostentation or proselytism, that we are not spectators or consumers, but actors in the social life of the school and the city, actors in the manifestation of solidarity. Above all, we can highlight examples of commitment and solidarity.

The attitude towards the officials, the elected officials, the way in which their action is presented are also moments of formation: do not hesitate to denounce a systematically ironic or negative attitude towards any political or association manager that discredits the notion of commitment, but, on the contrary, we celebrate their courage. Finally, we do not hesitate to encourage volunteering, to reiterate that he has never, especially in the social field, contributed to destroying jobs, but indeed very often led to their creation. We denounce the condescending contempt or the contemptuous condescension for voluntary action, at best considered as a matter for amateurs without technical competence, at worst as the entertainment of nice pranksters: this attitude prevents the awareness of the need to commit everything for free. This is an essential question, because Democracy cannot survive without the concrete action of citizens who agree to sacrifice part of their free time to the common thing, accepting to commit themselves, with the risks that this entails, accepting above all the risk of ingratitude of the group.



If through our action the word politics regains all its positive value, it would be a great step towards greater democracy! Education in commitment, action and solidarity is essential so that, after us, the struggle for more democracy, for more justice and fraternity continues. Whatever the age of our pupils or students and whatever the discipline we teach, we contribute with our commitment and our example to the civic education of young people, this is the greatness and the difficulty of our common mission and it is urgent to rediscover and reaffirm the moral and civil dimension of every education to give meaning to today's society, to "give, according to the beautiful expression of ATD Quarto Mondo, heart to the world". It is a long road, a difficult road, strewn with difficulties, pitfalls, renunciations, but it is the only road that leads to more freedom, more justice, more solidarity, that is, more fraternity.

To conclude this excessively long exhortation, I would like to return to the event that motivated it...

If I felt an undeniable feeling of imposture at the announcement of the awarding of this recognition, it is because today, in the autumn of my life and at when taking stock, I must realize that I have received much more than I have given; that each of the people I met in the associations or movements in which I was involved, in particular the AEDE and the Conference of INGOs of the Council of Europe, enriched me; that the happiness of new encounters, the amazement at the dedication of some or the incredible resilience of others, have helped me to build and rebuild myself. Volunteering, voluntary commitment, taking on responsibility have never been a sad asceticism for me, but a search for pleasure, the joy of discovery and encounter, the shared joy.

I invite the few readers of this text who have not yet experienced it to try it: they will not be disappointed!

**Jean-Claude Gonon**

*General Secretary of European AEDE*



## IL VOLONTARIATO, UNA VIRTÙ CIVICA

Mercoledì 5 ottobre 2022, il Presidente della Conferenza delle OING del Consiglio d'Europa, Gerhard Ermischer, ha consegnato a me e a una ventina di altri rappresentanti delle Organizzazioni non governative internazionali (INGO) la "Medaglia d'Onore per il Volontariato in Europa", recentemente creato dall'Associazione "Centre Européen du Volontariat, VolontEurope".

Sento il dovere di condividere questo onore con tutti i membri dell'AEDE e vorrei ringraziare il Presidente Marseglia per avermi dato l'opportunità di sviluppare in Scuola d'Europa alcune riflessioni sul rapporto tra vita comunitaria, volontariato e educazione alla cittadinanza.

La vita associativa è multiforme. La composizione della Conferenza delle OING del Consiglio d'Europa, dove rappresento l'AEDE dal 1998, ne è testimonianza: riunisce organizzazioni europee di dimensioni e natura molto diverse: associazioni di professionisti, talvolta molto specializzate, unioni professionali, grandi associazioni per la difesa dei diritti umani, la lotta alla povertà, associazioni per la difesa dell'ambiente, ecc. Ma hanno tutti caratteristiche comuni.

La loro origine prima di tutto: nascono e si sviluppano nel terreno della società. Le associazioni sono luoghi di impegno al servizio degli altri, nati non da una decisione superiore ma dalla consapevolezza, da parte di poche persone, di un problema, di una difficoltà o di una situazione che consideravano interessante, imbarazzante, preoccupante o addirittura intollerabile e il loro comune desiderio di lavorare insieme per trovare una soluzione. È l'attualità e soprattutto la coerenza del loro approccio che permette il loro sviluppo e il reclutamento di nuovi militanti per la loro causa. Questo impegno militante è radicato nella convinzione, nella speranza, che per quanto piccolo sia l'obiettivo dell'associazione, esso possa contribuire a costruire una società migliore, più giusta, più armoniosa. L'obiettivo di un'associazione non è svolgere al loro posto o cercare di copiare le missioni e le azioni dei leader politici nazionali o internazionali, ma discernere i "segnali deboli" dei cambiamenti sociali, per sperimentare, per implementare soluzioni ai nuovi problemi che emergono costantemente e per proporre risposte e azioni sostenibili ai decisori. Nella nostra storia sociale europea, il mondo dell'associazionismo è stato la fucina di tutte le innovazioni che hanno costruito, passo dopo passo, una protezione sociale più efficace e che sono i marcatori delle nostre società. Tutte le associazioni, locali o internazionali, hanno in comune di essere fatte di persone che si sono incontrate e condividono la stessa speranza e la stessa volontà.

È l'impegno volontario di ciascuno con ea servizio degli altri al servizio di una causa che è il carburante di tutta la vita associativa.

Ogni innovazione sociale è una trasgressione di un'abitudine, di un modello, delle stesse strutture che l'hanno preceduta. Se l'impegno attivista nei confronti dell'associazionismo è della stessa natura dell'impegno politico ed è spesso alla sua origine, si esprime in modo diverso: di natura trasgressiva, può essere visto con sospetto dai politici perché i suoi interventi e le sue analisi spesso disturbano.

Tuttavia, se è pronto a collaborare all'azione pubblica che molto spesso ha anticipato e in modo preparato, il militante associativo sa che non deve mai cercare di sostituirsi ai decisori politici democraticamente eletti a rischio di perdere ogni credibilità. Possiamo dire che se l'azione politica richiede un pensiero convergente per consentire la coerenza delle decisioni nel tempo, l'azione associativa nasce e si sviluppa attraverso un pensiero divergente, inquietante, a volte un po' disordinato, ma creativo; ma è la stessa volontà, fondata sulla speranza di una società migliore, che porta l'impegno militante dei cittadini nella vita dell'associazionismo e nella politica della città, è il fondamento di ogni impegno civico.

Questi due approcci sono complementari e inseparabili: l'indipendenza, la libertà, il vigore della vita associativa sono elementi essenziali, il fondamento stesso delle nostre democrazie.

Insegnanti d'Europa, nel mondo sovramediatizzato e sovrainformato in cui viviamo, rivendichiamo una missione di educatori, in particolare quando si tratta di senso civico e cittadinanza.



Nel suo libro *L'eredità della libertà*, il biologo e filosofo *Albert Jacquard* ha dimostrato come la complessa etimologia della parola "educare" faccia luce sulla missione che ci tocca oggi:

*"La risposta del dizionario [...] è rivelatrice: questo verbo viene dal latino "educō, educare". E, infatti, il dizionario [...] consultato ci dice che educō, -are significa "nutrire, istruire". Ma soprattutto ci rivela un altro verbo il cui presente in prima persona è identico, educō, ma il cui infinito è educere; non si tratta più di nutrire, ma di educere, cioè "portare fuori", e in particolare, condurre fuori di sé. Ciò permise a Catullo di usare educere nel senso di "schiudere", e a Virgilio nel senso di "crescere un bambino".*

*L'obiettivo primario dell'educazione è ovviamente quello di rivelare ad un piccolo uomo la sua qualità di uomo, di insegnargli a partecipare alla costruzione dell'umanità e, per questo, incoraggiarlo a diventare il suo stesso creatore, ad uscire da sé stesso per diventare un soggetto che sceglie il suo futuro, e non un oggetto che subisce la sua fabbricazione."*

Troppo spesso, nel discorso mediatico e talvolta politico, l'educazione civica si riduce alla conoscenza del meccanismo delle istituzioni democratiche nazionali ed europee e alla conoscenza dei diritti che esse conferiscono ai cittadini. Diritti garantiti dallo Stato e di cui tutti godrebbero in totale libertà.

Bisogna andare oltre questo approccio consumistico: l'educazione civica è molto di più, deve "educere" essere l'atto che può permettere a bambini, adolescenti, giovani adulti di uscire da sé stessi, di crescere, di andare incontro agli altri prendendo coscienza della solidarietà in cui costruiscono la loro identità. Uscire da sé stessi ed essere liberi, certo, ma scoprire che la libertà implica solidarietà e responsabilità. Dobbiamo ovviamente insegnare ai nostri alunni, ai nostri studenti che, così come ogni persona umana, hanno dei diritti, far loro scoprire che oggi questi diritti sono codificati da una Dichiarazione Universale dei Diritti Umani adottata nel 1948 dall'Assemblea Generale delle Nazioni Unite. Devono capire che in Europa, in particolare, questi diritti sono legalmente garantiti a tutti coloro che risiedono nei paesi membri del Consiglio d'Europa dalla Convenzione per la salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali del 1950. Devono sapere che la Corte europea di I diritti umani, che ha sede a Strasburgo, possono essere sequestrati da chiunque ritenga i







propri diritti violati dalla giustizia del proprio paese! Ma se ci atteniamo a questa conoscenza essenziale dei diritti di ogni persona umana, rimaniamo nella prospettiva consumistica precedentemente denunciata. I nostri studenti devono saper “uscire da sé stessi” e quindi anche comprendere che i Diritti della persona umana sono i suoi diritti, ma anche e soprattutto e per ciascuno i diritti dell'Altro, che ciascuno di noi è responsabile del rispetto i diritti di tutti gli altri. L'educazione ai diritti umani, ai diritti dell'altro, è quindi anche educazione alla solidarietà e cuore di ogni educazione civica. Attraverso l'educazione alla solidarietà cercheremo il rafforzamento dei legami sociali che possano far emergere un linguaggio comune di impegno e lealtà civica.

È attraverso l'esperienza concreta e l'esempio che possiamo attuare questa educazione.

La consapevolezza da parte dei giovani dell'importanza del valore dell'impegno personale condiziona il loro atteggiamento di futuri cittadini. È attraverso il loro impegno ad agire con i loro coetanei, un impegno incoraggiato dagli adulti, cioè in primis i loro genitori e noi insegnanti, in esperienze concrete che avranno successo. L'assunzione di responsabilità in un'associazione, sia essa scolastica o extracurricolare, può essere un primo livello di impegno. Ma i giovani hanno anche bisogno di prendere coscienza dei molteplici modi di manifestare concretamente il loro interesse per la vita collettiva, dei molteplici modi di manifestare concretamente il loro desiderio di partecipare donando il loro tempo, la loro energia, il loro pensiero, a volte anche la loro paghetta. Devono imparare ad imparare serenamente dai propri fallimenti e ad assumersi le proprie responsabilità. Dobbiamo mostrare e raccontare ai giovani che la realizzazione personale di un individuo può passare tanto dal riconoscimento da parte del gruppo del valore della sua azione quanto dal compenso economico: che essere volontario è spesso gratificante e può portare una felicità sostenibile.

Maestri, il nostro esempio di adulti responsabili è certamente essenziale per prendere coscienza della necessità dell'impegno personale, inteso come virtù. Possiamo dimostrare, senza ostentazione né proselitismo, che non siamo spettatori o consumatori, ma attori della vita sociale della scuola e della Città, attori della manifestazione di solidarietà. Soprattutto, possiamo evidenziare esempi di impegno e di solidarietà. L'atteggiamento verso i funzionari, i funzionari eletti, il modo in cui viene presentata la loro azione sono anche momenti di formazione: non esitate a denunciare un atteggiamento sistematicamente ironico o negativo nei confronti di qualsiasi dirigente politico o associativo che scredita la nozione di impegno, ma, al contrario, celebriamo il loro coraggio. Infine, non esitiamo a incoraggiare il volontariato, a ribadire che non ha mai, in particolare nel sociale, ha contribuito a distruggere posti di lavoro, ma anzi molto spesso ha portato alla loro creazione. Denunciamo il disprezzo condiscendente o la condiscendenza sprezzante per l'azione volontaria, nel migliore dei casi considerata come materia per dilettanti privi di competenza tecnica, nel peggiore come intrattenimento di simpatici burloni: questo atteggiamento impedisce la consapevolezza della necessità di impegnare tutto gratuitamente.

Questa è una questione essenziale, perché la Democrazia non può sopravvivere senza l'azione concreta dei cittadini che accettano di sacrificare parte del loro tempo libero alla cosa comune, accettando di impegnarsi, con i rischi che questa comporta, accettando soprattutto il rischio dell'ingratitude del gruppo. Se attraverso la nostra azione la parola politica riacquistasse tutto il suo valore positivo, sarebbe un grande passo verso una maggiore democrazia! L'educazione all'impegno, all'azione e alla solidarietà è essenziale perché, dopo di noi, continui la lotta per più democrazia, per più giustizia e fraternità.

Qualunque sia l'età dei nostri alunni o studenti e qualunque sia la disciplina che insegniamo, contribuiamo con il nostro impegno e il nostro esempio all'educazione civica dei giovani, questa è la grandezza e la difficoltà della nostra comune missione ed è urgente riscoprire e riaffermare la dimensione morale e civile di ogni educazione per dare senso alla società odierna, per “dare, secondo la bella espressione di ATD Quarto Mondo, cuore al mondo”. È una strada lunga, una strada difficile, disseminata di difficoltà, insidie, rinunce, ma è l'unica strada che porta a più libertà, a più giustizia, a più solidarietà, cioè a più fraternità.

Per concludere questa esortazione eccessivamente lunga, vorrei tornare all'evento che l'ha motivata... Se ho provato un innegabile sentimento di impostura all'annuncio dell'assegnazione di questo riconoscimento, è perché oggi, nell'autunno del mio vita e al momento del bilancio devo rendermi conto che ho ricevuto molto più di quanto ho dato; che ognuna delle persone che ho incontrato nelle associazioni o movimenti in cui mi sono impegnata, in particolare l'AEDE e la Conferenza delle OING del Consiglio d'Europa, mi ha arricchito; che la felicità di nuovi incontri, lo stupore per la dedizione di alcuni o l'incredibile resilienza di altri, mi hanno aiutato a costruire e ricostruire me stesso. Il volontariato, l'impegno volontario, l'assunzione di responsabilità non sono mai stati per me un'ascesi triste, ma una ricerca del piacere, la gioia della scoperta e dell'incontro, la gioia condivisa.

Invito i pochi lettori di questo testo che non l'hanno ancora sperimentato a provarlo: non rimarranno delusi!

**Jean-Claude Gonon**  
**Segretario Europeo AEDE**



## 1922-2022: 100 ANS DE PAN-EUROPE - UNE «CERTAINE IDÉE DE L'EUROPE» RÉFLEXIONS D'UNE PANEUROPÉENNE AUTRICHIENNE



En mai 1972, le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'Union paneuropéenne a eu lieu à la Hofburg de Vienne, se concentrant sur l'homme qui, un demi-siècle plus tôt, avait donné le premier élan à l'unification européenne et l'avait inlassablement fait avancer: Richard (Conte) Coudenhove-Kalergi. L'orateur principal, qui avait déjà rejoint le mouvement en 1926, était le chancelier fédéral Bruno Kreisky. C'est ainsi que Coudenhove-Kalergi saisit l'occasion de réunir Kreisky et son adjoint en tant que président paneuropéen, Otto von Habsburg, qui était encore considéré par certains Autrichiens à l'époque comme une sorte d'ennemi de l'État.

Cette poignée de main symbolique entre un chancelier social-démocrate et l'ancien prince héritier de la monarchie austro-hongroise a marqué le début d'une réconciliation de la République d'Autriche avec l'histoire séculaire des Habsbourg et a clairement montré ce qui était déjà possible dans les affaires européennes à cette époque: l'ancien héritier du trône ne se préoccupait pas des questions de restauration, mais de son engagement de toute une vie en faveur d'une union unie, l'Europe démocratique!

En mai 1972, le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'Union paneuropéenne a eu lieu à la Hofburg de Vienne, se concentrant sur l'homme qui, un demi-siècle plus tôt, avait donné le premier élan à l'unification européenne et l'avait inlassablement fait avancer : Richard (Conte) Coudenhove-Kalergi. L'orateur principal, qui avait déjà rejoint le mouvement en 1926, était le chancelier fédéral Bruno Kreisky. C'est ainsi que Coudenhove-Kalergi saisit l'occasion de réunir Kreisky et son adjoint en tant que président paneuropéen, Otto von Habsburg, qui était encore considéré par certains Autrichiens à l'époque comme une sorte d'ennemi de l'État.

Cette poignée de main symbolique entre un chancelier social-démocrate et l'ancien prince héritier de la monarchie austro-hongroise a marqué le début d'une réconciliation de la République d'Autriche avec l'histoire séculaire des Habsbourg et a clairement montré ce qui était déjà possible dans les affaires européennes à cette époque: l'ancien héritier du trône ne se préoccupait pas des questions de restauration, mais de son engagement de toute une vie en faveur d'une union unie, l'Europe démocratique!







Mon voyage à Ronsperg avec la Communauté paneuropéenne en juin 2022 ne sera jamais oublié: De Nuremberg en Allemagne, nous avons traversé la frontière dans la forêt de Bohême vers la République tchèque, dans un petit village avec le château délabré mais toujours beau des anciens propriétaires: Richard (conte) Nikolaus Coudenhove-Kalergi est né le 16 novembre 1894 à Tokyo, fils du chargé d'affaires autrichien au Japon, Heinrich von Coudenhove-Kalergi et de son épouse japonaise Mitsuko Aoyama, qui venait d'une famille de marchands. En 1895, la famille déménage dans le château de leurs parents à Ronsperg en Bohême occidentale. Le jeune Richard fut bientôt instruit par des enseignants privés; son père, qui parlait 16 langues, lui enseigna le hongrois et le russe; plus tard, il fréquenta le Theresianum à Vienne et étudia la philosophie et l'histoire à l'Alma Mater Rudolphina, obtint son doctorat en 1916 et épousa l'actrice autrichienne Ida Roland. La Première Guerre mondiale a amené Coudenhove-Kalergi à la politique: «J'ai senti que la Première Guerre mondiale était une guerre civile entre Européens et une catastrophe de premier ordre.»

Il a développé l'idée visionnaire de «Pan-Europe», qui est devenue le thème de sa vie. La création de cette pan-Europe a fait sensation sur le plan international en 1922 - Coudenhove-Kalergi n'avait que 28 ans. En 1923, il a écrit son livre programmatique «Pan-Europa» en Haute-Autriche.

En 1924, il fonde l'Union paneuropéenne, le plus ancien mouvement d'unification européenne, auquel appartiennent de nombreuses personnalités au fil du temps, dont Albert Einstein, Thomas Mann, Otto von Habsburg, Konrad Adenauer, Aristide Briand, Edvard Beneš et Edouard Herriot. La section autrichienne était dirigée par le chancelier fédéral de l'époque, Karl Renner, et son adjoint, Ignaz Seipel.

Richard Coudenhove-Kalergi a ainsi été un pionnier de l'idée européenne d'aujourd'hui, de l'image et de l'identité européenne; les principes d'une Europe au sens de Coudenhove-Kalergi étaient la liberté, la paix, la prospérité et la culture! En 1947, il fonde l'Union parlementaire européenne (UPE) et, le 18 mai 1950, Coudenhove-Kalergi est le premier à recevoir le Prix international Charlemagne de la ville de Aachen en reconnaissance de son travail de toute une vie pour une Europe unie!

Moi, en tant qu'Autrichienne qui a elle-même vécu l'époque du rideau de fer et de l'Union soviétique lors de ses voyages dans sa jeunesse, je sais à quel point l'unité, la démocratie, la paix et une Europe souveraine sont importantes!

Est-il possible de le voir ainsi de l'autre côté de l'Atlantique, ou même de mesurer ce que signifie être européen? Parfois, j'ai des doutes.

L'ancienne Autriche-Hongrie, un empire et une puissance mondiale, puis la République germano-autrichienne après la fin de la Première Guerre mondiale, suivie par la Deuxième République après la Seconde Guerre mondiale; après de nombreuses victimes de guerre, de destructions et après 10 longues années d'occupation par les Alliés (États-Unis, Union soviétique, Grande-Bretagne et France) notre Autriche bien-aimée est devenue libre et neutre, selon le modèle suisse; et depuis 1995, nous sommes membre de la famille européenne!

Ou, pour citer le poète Friedrich Hebbel, 1862:

«Cette Autriche est un petit monde dans lequel le grand tient son test. Et si l'équilibre ne prévaut qu'avec nous, il y aura à nouveau de la lumière dans l'autre!»

**Elisabeth Dittrich,**  
**Présidente AEDE Autriche**



## 1922-2022: 100 YEARS OF PAN-EUROPE - A “CERTAIN IDEA OF EUROPE”... THOUGHTS OF AN AUSTRIAN PAN-EUROPEAN

---

In May 1972, the 50<sup>th</sup> anniversary of the Pan-Europa Union took place in the Vienna Hofburg, focusing on the man who, half a century earlier, had given the first impetus to European unification and tirelessly pushed it forward: Richard (Graf) Coudenhove-Kalergi. The keynote speaker, who had already joined the movement in 1926, was Federal Chancellor Bruno Kreisky. And so Coudenhove-Kalergi seized the opportunity to bring Kreisky together with his deputy as Pan-European president, Otto von Habsburg, who was still regarded by some Austrians at the time as a kind of enemy of the state.

This symbolic handshake between a Social Democratic Chancellor and the former crown prince of the Austro-Hungarian monarchy marked the beginning of a reconciliation of the Republic of Austria with centuries-old Habsburg history and clearly showed what was already possible in European affairs at that time: the former heir to the throne was not concerned with restoration issues, but with his lifelong commitment to a united, democratic Europe!

My trip to Ronsperg with the Pan-European Community in June 2022 will never be forgotten:

From Nuremberg in Germany, we crossed the border into the Bohemian Forest to the Czech Republic, to a small village with the dilapidated but still beautiful castle of the former owners: Richard (Count) Nikolaus Coudenhove-Kalergi was born on November 16, 1894 in Tokyo, the son of the Austrian chargé d'affaires in Japan, Heinrich von Coudenhove-Kalergi and his Japanese wife Mitsuko Aoyama, who came from a merchant family. In 1895 the family moved to their parents' castle Ronsperg in West Bohemia; young Richard was soon taught by private tutors; his father, who spoke 16 languages, taught him Hungarian and Russian; later he attended the Theresianum in Vienna and studied philosophy and history at the Alma Mater Rudolphina, received his doctorate in 1916 and married the Austrian actress Ida Roland. The First World War brought Coudenhove-Kalergi to politics: “I felt that the First World War was a civil war between Europeans and a catastrophe of the first order.”

He developed the visionary idea of “Pan-Europe”, which became the theme of his life. Creating this pan-Europe caused an international sensation in 1922 - Coudenhove-Kalergi was just 28 years old.

In 1923 he wrote his programmatic book “Pan-Europa” in Upper Austria. In 1924 he founded the Pan-Europa Union, the oldest European unification movement, to which many personalities belonged over time, including: Albert Einstein, Thomas Mann, Otto von Habsburg, Konrad Adenauer, Aristide Briand, Edvard Beneš and Edouard Herriot. The Austrian section was led by the then Federal Chancellor Karl Renner and his deputy Ignaz Seipel.





Richard Coudenhove-Kalergi was thus a pioneer of today's European idea, European self-image and European identity; the principles of a Europe in the sense of Coudenhove-Kalergi were freedom, peace, prosperity and culture! In 1947 he founded the European Parliamentary Union (EPU), and on 18 May 1950 Coudenhove-Kalergi was the first to receive the International Charlemagne Prize of the City of Aachen in recognition of his life's work for a united Europe!

As an Austrian who experienced the time of the Iron Curtain and the Soviet Union herself while traveling in her youth, I know how important unity, democracy, peace and a sovereign Europe are!

Is it possible to see it that way on the other side of the Atlantic, or even to guess what it means to be European? Sometimes I have my doubts.

The former Austria-Hungary, an empire and a world power, became the Republic of German-Austria after the end of the First World War, the Second Republic after the Second World War; after many war victims and destructions and only after 10(!) years of occupation by the Allies (USA, Soviet Union, Great Britain and France) our beloved Austria became free and neutral, according to Swiss model, and since 1995 we are a member of the European family!

Or, to quote the poet Friedrich Hebbel, 1862:

"This Austria is a small world in which the big one holds its test. And if equilibrium prevails only with us, there will be light again in the other!"

All the best,

**Elisabeth Dittrich,**  
*President EAT- Austria*



## 1922-2022: 100 ANNI DI PAN-EUROPA - UNA “CERTA IDEA DI EUROPA”... PENSIERI DI UNA PANEUROPEA AUSTRIACA

Nel maggio 1972, il 50° anniversario dell'Unione Paneuropea ebbe luogo nella Hofburg di Vienna, incentrato sull'uomo che, mezzo secolo prima, aveva dato il primo impulso all'unificazione europea e l'aveva instancabilmente portata avanti: Richard (Conte) Coudenhove-Kalergi. L'oratore principale, che aveva già aderito al movimento nel 1926, era il cancelliere federale Bruno Kreisky. E così Coudenhove-Kalergi colse l'occasione per riunire Kreisky con il suo vice come presidente paneuropeo, Otto von Habsburg, che all'epoca era ancora considerato da alcuni austriaci come una sorta di nemico dello stato.

Questa simbolica stretta di mano tra un cancelliere socialdemocratico e l'ex principe ereditario della monarchia austro-ungarica segnò l'inizio di una riconciliazione della Repubblica d'Austria con la secolare storia asburgica e mostrò chiaramente ciò che era già possibile negli affari europei in quel momento: l'ex erede al trono non era interessato alle questioni di restaurazione, ma al suo impegno per tutta la vita per un'Europa democratica!

Il mio viaggio a Ronsperg con la Comunità Paneuropea nel giugno 2022 non sarà mai dimenticato: Da Norimberga in Germania abbiamo attraversato il confine nella Foresta Boema verso la Repubblica Ceca, in un piccolo villaggio con il castello fatiscente ma ancora bello degli ex proprietari: Richard (Conte) Nikolaus Coudenhove-Kalergi nacque il 16 novembre 1894 a Tokyo, figlio dell'incaricato d'affari austriaco in Giappone, Heinrich von Coudenhove-Kalergi e di sua moglie giapponese Mitsuko Aoyama, che proveniva da una famiglia di mercanti. Nel 1895 la famiglia si trasferì nel castello dei genitori Ronsperg nella Boemia occidentale; il giovane Richard fu presto istruito da tutori privati; suo padre, che parlava 16 lingue, gli insegnò l'ungherese e il russo; in seguito frequentò il Theresianum di Vienna e studiò filosofia e storia all'Alma Mater Rudolphina, conseguì il dottorato nel 1916 e sposò l'attrice austriaca Ida Roland. La Prima guerra mondiale portò Coudenhove-Kalergi alla politica: “Sentivo che la prima guerra mondiale era una guerra civile tra europei e una catastrofe di prim'ordine”.

Ha sviluppato l'idea visionaria di “Pan-Europa”, che è diventato il tema della sua vita. La creazione di questa pan-Europa ha causato una sensazione internazionale nel 1922 - Coudenhove-Kalergi aveva solo 28 anni. Nel 1923 scrisse il suo libro programmatico “Pan-Europa” in Alta Austria. Nel 1924 fondò l'Unione Paneuropea, il più antico movimento di unificazione europea, a cui appartenevano nel tempo molte personalità, tra cui: Albert Einstein, Thomas Mann, Otto von Habsburg, Konrad Adenauer, Aristide Briand, Edvard Beneš e Edouard Herriot. La sezione austriaca era guidata dall'allora cancelliere federale Karl Renner e dal suo vice Ignaz Seipel.



Richard Coudenhove-Kalergi è stato quindi un pioniere dell'idea europea di oggi, dell'immagine europea di sé e dell'identità europea; i principi di un'Europa nel senso di Coudenhove-Kalergi erano libertà, pace, prosperità e cultura! Nel 1947 fondò l'Unione parlamentare europea (EPU) e il 18 maggio 1950 Coudenhove-Kalergi fu il primo a ricevere il Premio Carlo Magno internazionale della città di Aachen in riconoscimento del lavoro della sua vita per un'Europa unita!

Come austriaca che ha vissuto lei stessa il tempo della cortina di ferro e dell'Unione Sovietica viaggiando in gioventù, so quanto siano importante l'unità, la democrazia, la pace e un'Europa sovrana!

È possibile vederlo così dall'altra parte dell'Atlantico, o anche solo valutare cosa significhi essere europei? A volte ho i miei dubbi.

L'ex Austria-Ungheria, un impero e una potenza mondiale, la piccola Repubblica tedesco-austriaca dopo la fine della prima guerra mondiale, la seconda repubblica dopo la seconda guerra mondiale; dopo molte vittime di guerra e distruzioni e solo dopo 10 (!) anni di occupazione da parte degli Alleati (USA, Unione Sovietica, Gran Bretagna e Francia) la nostra amata Austria è diventata libera e neutrale, secondo il modello svizzero, e dal 1995 siamo membri della famiglia europea!

O, per citare il poeta Friedrich Hebbel, 1862:

"Questa Austria è un piccolo mondo in cui il grande tiene la sua prova. E se l'equilibrio prevale solo con noi, ci sarà di nuovo luce nell'altro!"

**Elisabeth Dittrich,**  
*Presidente AEDE Austria*







Cofinanziato  
dall'Unione europea

## DI COSA SI TRATTA

Il nostro progetto sta esplorando nuovi strumenti per promuovere la cultura Europea nelle scuole. Il confronto con gli insegnanti è un momento fondamentale per ascoltare la voce di chi lavora con i ragazzi!

## OBIETTIVI DEL WORKSHOP



### Cultura Europea

Quali messaggi vogliamo trasmettere ai ragazzi?



### Strumenti formativi

Quali strumenti e metodologie risultano più efficaci?

## DOVE E QUANDO

Incontro online (Teams)  
Mercoledì 16 Novembre  
16.00 - 17.00



*L'AEDE autorise la diffusion de cette publication dans toutes les institutions scolaires, auprès des enseignants et du personnel éducatif au niveau européen.*

*AEDE authorizes the dissemination of this magazine to all schools, teachers and educational staff at European level.*

*L'AEDE autorizza la diffusione di questo giornale a tutte le Istituzioni scolastiche, docenti e personale educativo a livello europeo.*



---

### **L'AEDE/EAT**

**est une Association internationale à but non lucratif  
(AISBL)**

**2 Place Luxembourg (MEI-EMI), 1050 BRUXELLES**

**[www.aede.eu](http://www.aede.eu)**

**[aedeeuropea@gmail.com](mailto:aedeeuropea@gmail.com)**